

**“PALACIO DONDE MORAR”, “HEREDAD DONDE HOLGAR”.
SPECULATION IMMOBILIERE ET CONSTITUTION DE FIEF NOBILIAIRE.
INQUISITION ET NOBLESSE ANDALOUSE**

Béatrice Perez
(Université Paris-Sorbonne, Clea)

Résumé: Dans cet article, je tente de montrer comment, à travers l’Inquisition, s’est joué un conflit sourd pour la terre qui a permis la création d’une nouvelle noblesse de service. Cette création s’apparente à une forme de “déclassement” de certains lignages, qui est allé de pair avec un “déclassement” inversement proportionnel de familles *conversas*. Les deux thèmes que j’aborde sont les enjeux de la spéculation immobilière qui se joue autour de la vente des biens urbains confisqués et ceux de la constitution de fiefs dans la promotion de certains lignages, à la tête du *marquesado de Tarifa*, puis *ducado de Alcalá*. Le but fut de permettre la promotion fulgurante et solide d’un lignage, c’est l’évidence, mais par-delà le cas particulier, l’arrière-plan foncier et économique de la distribution de la terre et le pouvoir qui en découle engagent, à un moment déterminé, une transformation sociale qui change profondément la donne au XVI^e siècle.

Mots clé: conséquences sociales de l’Inquisition, promotion, noblesse, déclassement, distribution des biens *conversos*.

Abstract: This paper investigates the subject of how, throughout the Inquisition, there was a silent conflict for land in Spain. Consequently, this allowed for the establishment of a new “service” nobility which resulted in an upgrading of certain lineages and, conversely, the social downgrading of the converso families.

The two themes addressed are the issues of property speculation, which took place after the sale of confiscated estates, and those of the fief constitution. These enhanced the lineages of Enríquez de Ribera, the *marquesado de Tarifa* and, later, the *ducado de Alcalá* by affording the purchases of parts of the converso property.

This process allowed the swift advancement and strengthening of these lineages. From this point in time, with the change of property ownership and the economic pattern of the land, there was a redistribution of power. This transformation profoundly changed the social order of the 16th Century.

Key words: Social consequences of the Inquisition, promotion, fiefdom, downward mobility, distribution of converso assets.

**“PALACIO DONDE MORAR”, “HEREDAD DONDE HOLGAR”.
SPECULATION IMMOBILIERE ET CONSTITUTION DE FIEF NOBILIAIRE.
INQUISITION ET NOBLESSE ANDALOUSE**

Béatrice Perez
(Université Paris-Sorbonne, Clea)

Dans ce travail –qui se trouve être une ébauche d’un thème qu’il faudrait approfondir davantage que je ne le fais dans le présent article–, je voudrais travailler sur les manifestations sociales concrètes de l’action inquisitoriale dans l’espace que je maîtrise, la province de Séville. Le lieu est emblématique en cette fin du xv^e siècle, car il devient le creuset de perspectives de promotion d’envergure, en raison de conquêtes et d’opportunités économiques –conquêtes grenadines, mais surtout conquêtes atlantiques ouvrant sur un monde de promesses économiques, comme les îles Canaries ou les zones portuaires maghrébines. L’Inquisition a joué un rôle économique et politique clé en cette fin du xv^e siècle, c’est l’évidence. Toutefois, ce qui me semble plus mal connu et plus lourd de conséquences sociales pour le siècle à venir, est qu’à travers elle se joue un conflit sourd permettant la création d’une nouvelle noblesse de service. Cette création (qui ne se fait guère *ex nihilo*, j’y reviendrai) s’apparente à une forme de “surclassement” de certains lignages, qui est allée de pair avec un “déclassement” inversement proportionnel de certaines familles.

Le rôle de l’Inquisition s’ajuste, dans cette affaire sociale, à des nécessités, ou à des orientations politiques au long cours: quelles furent ces options, quel fut leur but à plus court terme ? Pour parvenir à dessiner les ramifications de ces voies politiques qui projettent leurs aspirations sur le règne suivant –hypothéquant les évolutions sociales du xvi^e siècle–, il faut saisir les familles qui émergent, puis celles qui déclinent. Dans des études antérieures déjà, j’avais perçu combien il importait, pour les Rois Catholiques, de forger à leurs côtés une nouvelle noblesse, de l’imposer dans les conseils et dans les organes de pouvoir afin de reprendre en main l’administration du royaume¹. Mais la nature des sources, à l’origine, inquisitoriales, rendait malaisée une analyse sociale fine. Je dois dire que c’est la consultation des archives notariales et la consultation d’un fonds de documentation immense, la section “Ducado de Alcalá”, des Archives de Medinaceli, sises à l’*Archivo General de Andalucía* –en

Correo electrónico de contacto: beatrice.perez@paris-sorbonne.fr

1 PEREZ, B., Inquisition, Pouvoir, Société. *La province de Séville et ses judéoconvers sous les Rois Catholiques*. Honoré Champion, Paris, 2007.

somme, des fonds nobiliaires–, qui m’ont permis de nourrir la réflexion et, partant, d’avancer certaines hypothèses.

Les deux thèmes que je tenterai d’aborder sont les enjeux de la spéculation immobilière qui se joue, alors, autour de la vente des biens urbains confisqués ; les enjeux de la constitution de fiefs dans la promotion de lignages (en vérité, d’un seul, celui du *Marquesado de Tarifa*, devenu par la suite *Ducado de Alcalá*) grâce à une politique d’achats successifs de parcelles de biens fonciers *conversos*. Je crois –et je vais tâcher de le démontrer–, que ces ventes de biens confisqués, en dépit de ce que l’on voudrait faire croire par tout un artifice qui est celui de la vente aux enchères rigoureusement ouverte et respectueuse des formes prévues et des délais imposés, sont verrouillées. L’Inquisition ne vend pas nécessairement au plus offrant et, dans tous les cas, elle vend de façon très ciblée et préférentielle.

Dans les deux cas (propriété urbaine et domaine foncier), il m’a semblé que ce qui se tramait était, bien évidemment, une question fondamentale de prestige et d’éclat, plus que de richesse, à travers l’immense opportunité offerte par le grand *mercato* des biens *conversos* mis en vente collectivement à un moment déterminé (sans pour autant faire chuter le prix de l’immobilier, ce qui mériterait attention). D’une certaine façon, ces biens, d’un point de vue social, ont permis le “classement”, voire le “surclassement”, et l’inscription dans la hiérarchie nobiliaire de certains lignages à la suite de la constitution d’un fief acquis de façon bien peu chevaleresque. Par tout un jeu de propagande, en particulier artistique, s’inscrivant dans une stratégie d’ennoblissement architectural – en l’occurrence, celle ayant accompagné l’édification de “La casa de Pilatos” – ou dans une stratégie de fondations pieuses, ces lignages promus vont gommer la nouveauté de la “casa señorial” et du fief.

Parallèlement, et par voie de conséquence, l’action inquisitoriale provoque, chez certaines dynasties oligarchiques, un profond sentiment de “déclassement”, qui engendre, à son tour, toute une stratégie mise en place pour conjurer cette “hantise du déclassement”, cette peur panique de se voir, par le fait d’un discrédit que l’Inquisition clame partout, ravalés au rang des moyens et des “menudos”. J’utilise volontairement une terminologie bourdieusienne² parce qu’elle me semble opérante, à de nombreux égards, pour la période qui est la nôtre. Je crois que cette hantise du glissement social suscité directement et volontairement par l’Inquisition a des répercussions de société profondes. L’humiliation, vécue tel un “déclassement injuste” a entraîné une rupture des schémas sociaux traditionnels. Cet *habitus*, même s’il ne se reproduisait jamais à l’identique, dessinait un cours social tranquille, dans un lit plutôt convenu ; l’action inquisitoriale détruit cet *habitus*. En bloquant le cours ascensionnel habituel, elle induit un choc social comparable, je crois, à celui des transformations sociales sous Henri II de Trastamare, dans un espace traditionnel. Ce décalage brutal qu’introduit l’Inquisition entre les chances offertes à un moment déterminé à un individu –qui s’accompagnent d’aspirations “légitimes” (parce qu’elles découlaient logiquement de ces chances)– et les nouvelles courbes promotionnelles désormais dessinées par le Saint-Office, engendre un véritable malaise social (une sorte de “goût du risque”).

Les aspirations demeurent, et les nouvelles lignes de vie, inférieures, rappellent sans cesse cette trajectoire initiale interrompue, qui devient une “promesse trahie” par le nouveau système politique. Dès lors, se mettent en œuvre des efforts et des stratégies pour reconquérir l’ancienne place dans la hiérarchie. L’Inquisition, dans cette perspective, n’est plus une téléologie ; elle devient un point de départ social, un nouveau ressort ou paramètre anthropologique qui ouvre sur de nouvelles voies de carrière, sur un ailleurs qui permet – ou ne permet pas – de recouvrer une place désormais occupée localement par autrui (cet “autre” mis

2 BOURDIEU, P., “Classement, déclassement, reclassement”, *Le déclassement, Actes de la recherche en sciences sociales*, 24 (1978), pp. 2-22.

sur orbite par la monarchie fernandiste). Cet ailleurs est multiple, et les détours des conquêtes américaines, pour prendre un exemple simple, deviennent une des voies principales, en ce début du XVI^e siècle, d'un recouvrement nobiliaire.

Comme le balancement binaire du titre le laissait suggérer, le développement se fera en deux parties : “palacio donde morar” ; “heredad donde holgar”.

1. La spéculation immobilière : chaos des prix ou stratégie de “surclassement” patricienne ?

1.1. Tentative d'estimation des prix immobiliers

À travers les minutes notariées –et en laissant de côté tous les cas que j’avais abordés dans mon livre cité précédemment à partir des sources de la cathédrale de Séville–, je parviens à dégager quelques ventes de maisons autour de dates ciblées : 1483-1489 ; 1496-97. Les cas sont rares, les éléments trop fractionnés pour dégager des lignes générales sur le mouvement des spéculations immobilières. Je laisse cela de côté pour l’heure et renvoie, pour la région de Séville, à un article fondateur (le seul au demeurant), d’Antonio Collantes de Terán Sánchez³ qui me sert de contrepoint de comparaison.

En 1483, les maisons du jurat (*jurado*) Ferrán Rodríguez Cisbón, dans la paroisse de San Salvador, *calle Francos* (le *must* immobilier en cette fin du XV^e siècle d’après Antonio Collantes de Terán) –qui ont appartenu, après la condamnation de Ferrán Rodríguez Cisbón, à Alfonso de Fonseca, “señor de Coca y Alaejos”–, sont vendues par Iohán Bocanegra, “caballero de la casa del señor duque de Medina Sidonia” à Gonzalo del Alcázar et à son frère, le licencié Pedro González del Alcázar, contre la somme de 62.000 maravédís⁴. Ce cas me permet de poser d'emblée la réalité de ce *mercato* immobilier qui se déclenche en un temps très court : entre 1481 et 1483, les maisons sont passées d’un propriétaire *converso*, à un noble local, puis à un membre de la clientèle ducale, avant de finir entre les mains d’oligarques⁵.

En 1496-97, deux cas attirent l’attention. Dans la paroisse de Santa Cruz, une “casa palacio, con soberado y pertenencias” ayant appartenu à Alemán Poca Sangre est achetée par Pedro de Mata, alguazil de l’Inquisition [en dépit de l’interdiction formelle faite au personnel de l’Inquisition de se porter acquéreur des biens confisqués pour des raisons que l’on imagine aisément, de collusion et prévarication] contre la somme de 12.000 maravédís⁶. La même année, le même, dans une paroisse restée en blanc dans le document, achète les maisons confisquées de Manuel Sauni⁷ contre la somme de 10.000 maravédís⁸. Dans les deux cas, l’alguazil Pedro de Mata acquiert les biens pour le compte d’Ana de Deza, la sœur de l’inquisiteur général, mariée à Gómez Tello, issu d’une famille dont tous les membres connaissent une promotion politique fulgurante au sein du conseil municipal entre 1480 et 1500 (l’un devient *veinticuatro* ; l’autre *alcaide* ; l’époux d’Ana Deza était *alguazil mayor de la Santa Inquisición* ; un autre était *arrendador de la renta del fierro y metal*, etc.). Le cas d’Ana de

3 COLLANTES DE TERÁN SÁNCHEZ, A., “Propiedad y mercado inmobiliario en la Edad media: Sevilla, siglos XIII-XVI”, *Hispania*, 169 (1988), pp. 493-527.

4 *Archivo Histórico Provincial de Sevilla* [désormais AHPS], section *Protocolos*, leg. 3212, fol. 27 v^o, “martes 28 de octubre de 1483”.

5 Les Alcázar sont, *conversos*, mais pour des raisons sans doute politico-financières, d’affermage de rentes, il se maintiennent dans le jeu politique au XVI^e siècle.

6 AHPS, *ibid.*, leg. 1497, fol. 18 r^o-v^o et fol. 19 r^o, “jueves 9 de febrero de 1497”.

7 Peut-être s’agit-il du Manuel Sauli, impliqué dans la conjuration de Diego de Susán.

8 AHPS, *ibid.*, fol. 164 r^o-v^o, “sábado 27 de mayo de 1497”.

Deza, ne m'intéresse pas pour cette étude ; il m'aide juste à percevoir une voie préférentielle d'acheteurs favorisés dans les ventes aux enchères. Il est aisé de percevoir que les prix payés par Pedro de Mata étaient en-deçà du marché et ils ont permis, par l'intromission de l'alguazil de l'Inquisition précisément, de bloquer les surenchères pour favoriser une famille oligarque de la nouvelle mouvance fernandine.

En 1496, deux notables se disputent l'achat de quatre *aranzadas*⁹ d'oliveraies à Carmona qui avaient appartenu à Diego González de Lebrija, condamné: le *bachiller* Alonso Caro et Gómez de Saavedra. Ce dernier emporte la vente contre la somme de 2.600 maravedis¹⁰. L'année suivante, trois *aranzadas* d'oliveraies confisquées dans la même ville de Carmona sont payées 16.000 maravedis par un habitant de la ville après des enchères âpres ayant renchéri le prix de 10.000 maravedis à 16.000 maravedis¹¹. Et c'est sans doute le juste prix de cette terre, car dans la région, à quelques kilomètres, à Zobainela exactement, “término de Carmona”, l'affermage de quatre *aranzadas* d'oliveraies confisquées cette même année rapportait 600 maravedis et deux poules de rente annuelle¹². On imagine aisément la plus-value que réalisait Gómez de Saavedra en payant la terre 2.600 maravedis.

Au terme de ce premier mouvement, je voudrais souligner le grand chaos apparent des prix qui, en réalité, dévoile –je pense que l'on ne peut pas ne pas le voir, sauf à souffrir de cécité idéologique, comme certains historiens, parfois–, une stratégie habile pour bloquer les prix lors d'interventions de membres des factions oligarchiques afin de favoriser, en l'occurrence, le “surclassement” de Gómez de Saavedra¹³ (de la famille de Fernán Arias de Saavedra, nommé “Alfaqueque mayor de la Frontera” par Ferdinand le Catholique); alors que dans le cas d'enchères ouvertes et d'interventions libres, les prix sont plus conformes à la réalité du marché rentier de l'affermage.

9 Portion de terre qui peut être labourée par une paire de bœufs ou de mules (0,44 hectare environ).

10 AHPS, *ibid.*, leg. 1497, fols. 340-347, “martes 29 de agosto de 1496”.

11 *Ibid.*, fols. 31-32, “martes 7 de marzo de 1497”.

12 *Ibid.*, fols. 2-3, “martes 31 de enero de 1497”.

13 Les Saavedra sont apparentés aux Arias Saavedra nommés “alfaqueques mayores de la Frontera” par Ferdinand le Catholique. Gómez de Saavedra est un individu que je situe assez mal encore ; en revanche, Isabel de Saavedra (la fille de Fernán Arias de Saavedra) est davantage repérable dans les archives. Elle est la veuve du marchand burgalais Álvaro de Valladolid et, grâce au négoce et à l'investissement très visionnaire de cette femme, les Saavedra se constituent un patrimoine considérable en peu de temps. Elle prend ainsi possession de Paterna, puis d'un autre lieu limitrophe de l'Aljarafe, puis de Membrilla, Mairena et Palomares, en rachetant des biens des Esquivel [qu'eux-mêmes avaient acquis lors des ventes aux enchères des biens confisqués].

Isabel de Saavedra –la veuve qui se lance dans cette entreprise de spéculation– est une fille de l'aristocratie sévillane, une de ces vieilles familles qui connaissent les mille et une façons de rentabiliser l'argent du négoce en lui conférant ce moiré chatoyant de la rente foncière. D'ailleurs, lorsqu'il s'agit de marier sa propre fille en 1518, la charte de dot ne précise plus le *mercader* Álvaro de Valladolid, mais le “jurado Álvaro de Valladolid”, entre-temps décédé. Ce qui permet de les identifier, ce sont précisément ces biens achetés et donnés en dot à la fille qui continuent de les distinguer. PALENZUELA DOMÍNGUEZ, N., *Los mercaderes burgaleses en Sevilla a fines de la Edad media*, Sevilla, Universidad de Sevilla, 2003, pp. 250-251 : “Carta de promesa de dote otorgada por Isabel de Saavedra, viuda de Álvaro de Valladolid”. PEREZ, B., *Inquisition, Pouvoir, Société...*, *op. cit.*, pp. 156-158. Voir également *Archivo de la Catedral de Sevilla, Fondo Histórico General*, leg. 70, doc. 3.

1.2. *Le cas de la vente des biens confisqués de Pedro Ejecutor (où l'origine de la Casa Palacio de Pilatos, palais des Enríquez de Ribera, "Adelantados mayores de la Frontera", marquis de Tarifa et, enfin, ducs d'Alcalá)*

L'exemple qui sans doute le démontre sans contredit possible reste l'achat par Lope de Agreda, pour le compte de Catalina de Ribera, épouse de Pedro Enríquez de Ribera, des maisons de Pedro Ejecutor, dans la paroisse de San Esteban. Ces maisons constituent les maisons mères de la *Casa de Pilatos*, nommée ainsi *a posteriori* par le truchement d'un voyage à Jérusalem de l'héritier, le fils, Fadrique Enríquez de Ribera, marquis de Tarifa.

En mai 1483, Luis de Mesa, par le biais d'un crieur public, déclare ouverte la vente aux enchères des biens et des maisons confisqués engageant les individus intéressés à venir de leur propre chef donner un prix (qui devient le prix de réserve de la mise en vente) :

[...] que todas y cuales quier personas de cualquier estado y condición que sean que quisieren comprar cualesquier heredamientos y bienes raíces así casas como viñas y olivares y huertas y tierras de pan y molinos de pan y aceite pertenecientes a los dichos señores rey y reina pareciesen ante el dicho señor Luis de Mesa a los poner en precio y que gelos vendería a quien más precio diese [...].

En apparence la vente aux enchères, dès l'origine des "almonedas públicas", se veut une opération financière ouverte à tous ; dans la réalité, la chose est beaucoup plus complexe.

Dans le cas particulier de la vente des maisons de Pedro Ejecutor¹⁴ ("converso ausentado"), qui démarre le 28 juillet 1483, le premier acheteur à se présenter est Manuel Ponce de León, offrant la somme de 150.000 maravédís. Je vais résumer le déroulement de la vente car je pense que, justement, dans le détail de ce déroulement se niche une multitude d'informations importantes. La qualité de l'acheteur, déjà, apparenté au duc de Cadix, démontre la valeur des biens, outre que la somme est conséquente. Le prix offert est crié en place publique six fois tout au long du mois d'août (le 5, le 8, le 11, le 14, le 18 et le 19 août) avant que n'intervienne une première surenchère, proposée par Pedro Núñez de Guzmán (de la maison des ducs de Medina Sidonia [nos deux acheteurs, par homme lige interposé, se font une *guéguerre* politique à Séville]) contre la somme de 200.000 maravédís. Quatre jours plus tard, Manuel Ponce de León offre de surenchérir et porte la somme à 250.000 maravédís. La vente semble se restreindre à un duel purement lignager avant que n'intervienne, trois jours plus tard, un renchérisseur, Lope de Agreda, se présentant immédiatement comme le majordome de Catalina de Ribera au nom de qui il dit intervenir pour offrir 300.000 maravédís. Le lendemain, Manuel Ponce de León propose 310.000 maravédís. Trois jours plus tard, un Génois du nom de Ende Mercador fait irruption dans le document pour proposer 320.000 maravédís, avec une curieuse remarque notée par le greffier : "[...] pareció luego Ende Mercador, gynovés, y dijo que daba y dio por ella de compra 320.000 maravedís con condición que esté abierto el remate de las dichas casas". À compter de ce moment, les cris du "pregón" le 3 septembre, le 9 septembre, le 13, le 15, le 16, le 17, le 18, le 19, le 22, le 24 et le 25 (cris qui non seulement annoncent la somme proposée par Ende Mercador, mais la date de clôture des enchères) restent vains, jusqu'au dernier jour des enchères où Lope de Agreda se présente pour offrir, pour le compte de Catalina de Ribera, 320.000 maravédís. Là, contre toute attente, la vente est confirmée: "[...] a la una hay quien diga más, a las dos [...], a las tres [...] y porque non

14 *Archivo General de Andalucía* [désormais AGA], section *Ducado de Alcalá, rollo 1218*, fols. 281-327 (I) : "Compra de la casa de Pedro Secutor [sic] en la collación de San Esteban" [*asignatura antigua*, leg. 25, *pieza 24*]. Les folios ne sont pas numérotés.

ovo otra puja alguna el dicho señor Luis de Mesa dijo que remataba y remató las dichas casas en la señora doña Catalina de Ribera”.

Plusieurs remarques s’imposent. La première, évidente, est que la somme proposée au départ de 150.000 maravédís était ridicule au regard des propriétés qu’il s’agissait d’acquérir. C’est d’ailleurs ce qui explique que les surenchères se fassent au départ de 50.000 maravédís en 50.000 maravédís. La deuxième chose, non moins évidente, est que les maisons sont allouées à Catalina de Ribera sans que celle-ci ne propose aucune surenchère, dans une forme d’évincement d’un Génois (d’un étranger donc), ce qu’il avait d’ailleurs parfaitement perçu en laissant sous-entendre que cette vente était orientée, verrouillée, ou si l’on préfère, qu’elle manifestait une forme de préférence sociale (il faudrait dire “nationale”) pour une famille de l’aristocratie sévillane¹⁵. Le cas du Génois est intéressant, car si les Rois Catholiques reconnaissent, en 1482, qu’il convient de leur payer prioritairement les dettes que les *conversos* leur doivent (“[...] plaze que las dichas deudas de los dichos genoveses sean pagadas de los bienes de los dichos deudores [...]”) accédant à la requête de Francisco de Riberol et Batista Doria “[...] que por sí y en nombre de los otros genoveses en esta dicha ciudad, nos fizieron relación diciendo que por su parte fuisteis requerido les fiziésedes pagar las deudas que a ellos devían y son obligados a los que están condenados por los inquisidores de nuestra santa fe católica [...]”¹⁶, ils ne souhaitent pas les introduire dans ce qu’ils tiennent pour une affaire non seulement financière, mais véritablement de prestige social sans égale.

Si Ende Mercador n’a été qu’un homme de paille censé faire monter les enchères, il faut bien en conclure, qu’en coulisse, les tractations se font âpres entre les tenants inquisitoriaux du fisc royal et Catalina de Ribera pour parvenir à un prix acceptable pour les deux parties. Dans tous les cas, les maisons furent allouées à Catalina de Ribera, car le choix se fait en faveur d’un “reclassement” social de la famille Ribera Enríquez. Ces maisons sont celles de la célèbre “Casa de Pilatos” et la chose est connue depuis fort longtemps, bien qu’on ait le sentiment, souvent, qu’elle soit tue au profit d’une insistance sur la prouesse architecturale de l’édifice. D’une certaine façon, la majesté de l’architecture Renaissance tend à imposer une chape de plomb sur les origines des biens. Miguel Ángel Ladero Quesada, lui-même, dans son article “De Per Afán a Catalina de Ribera. Siglo y medio en la historia de un linaje sevillano”¹⁷ ne l’ignore pas lorsqu’il écrit que “Catalina de Ribera procede a la compra sistemática de renta regia en forma de juros, a la de fincas urbanas y próximas a la ciudad [...]”¹⁸, mais il ne s’attarde guère sur ces questions au profit des “ideales, memoria social, formas de vida”. Ce sont sans doute ces mauvaises raisons qui amènent l’historien de la noblesse à une pudeur toute idéologique (ne pas entacher le patrimoine de la famille des marquis de Tarifa au XVI^e siècle). Mais ce sont ces mêmes raisons qui font perdre du temps en dévoyant la réflexion. Ce qui importe n’est pas tant de dénoncer un lignage peut-être sans scrupule, mais ni plus ni moins que les autres, que de comprendre les choix politiques – et, partant, les opportunités de toute une restructuration sociale des élites en profondeur – qui engagent fortement la structure du

15 Nous ne pouvons pas totalement écarter l’idée qu’Ende Mercador ait été commissionné précisément par les instances inquisitoriales pour faire monter les enchères, empochant au passage un pourcentage de la “puja” ainsi obtenue, chose qui se pratiquait fréquemment en matière d’enchères [en particulier inquisitoriales]. Néanmoins, la faible plus-value réalisée *après* l’intervention d’Ende Mercador (à peine 10.000 maravédís, desquels il faudrait décompter sa commission) nous pousse à penser que ce ne fut point une opération sciemment montée par le fisc royal pour contraindre l’acheteur à s’aligner sur “le juste prix”.

16 AGA, section *Ducado de Alcalá*, rollo 1277, fols. 427-431, 1482 “Inquisición” [*asignatura antigua*, leg. 61, *pieza* 27].

17 LADERO QUESADA, M. A., “De Per Afán a Catalina de Ribera. Siglo y medio en la historia de un linaje sevillano (1371-1514)”, *En la España Medieval*, 4 (1984), pp. 447-497.

18 *Op. cit.*, p. 383.

lignage et se moquent de la provenance des biens. Les biens enrichissent et assoient le pouvoir local, et l'argent n'a pas d'odeur, c'est bien connu. Les Ribera Enríquez sont sans scrupule *parce qu'ils le peuvent davantage* que les autres lignages, grâce à tout un travail de tectonique souterraine des Rois Catholiques.

Ainsi, le choix de favoriser le clan Ribera/Enríquez est-il assumé par le personnel inquisitorial. C'est d'ailleurs le seul qui confère à Pedro Enríquez le titre superbe de “muy magnífico señor don Pedro Enríquez” (qui est rien moins que le titre d'un duc de Medina Sidonia...). Ceux qui, aujourd'hui, semblent percevoir avec le plus d'acuité les enjeux sociaux de ces biens *conversos* dans la constitution des patrimoines de la noblesse andalouse sont des historiens de l'architecture, dans le cadre d'un projet financé par la *Junta de Andalucía* et intitulé “La arquitectura en Andalucía desde una perspectiva de género: estudio de casos, prácticas y realidades construidas”. Une remarque d'Ana Aranda Bernal – travaillant sur l'architecture de la Casa de Pilatos à la fin du xv^e siècle – à propos de Catalina de Ribera démontre cette juste perception des accointances politiques souterraines :

[...] a la vista de semejante furor constructivo y despliegue de promoción artística en una misma familia durante solo dos generaciones, incluso teniendo en cuenta su influyente posición, cabe dudar que tal actitud obedezca solo a un desmedido amor por la cultura y las artes como sello de identificación y distinción familiar [...]¹⁹.

De fait, la personnalité de Catalina de Ribera nous permet de comprendre ses frustrations secrètes au regard d'une famille prestigieuse ; surtout ses ambitions nourries, à un moment donné, par une opportunité inouïe à l'époque moderne, la mise sur le marché de biens prestigieux à “vil” prix et le soutien inconditionnel de la couronne dont elle jouit. Pour tout dire, ce soutien fut principalement celui de Ferdinand le Catholique, dont elle a épousé l'oncle.

Catalina de Ribera est la petite-fille du marquis de Santillane et sa mère, María de Mendoza, est celle qui, au sein de la fratrie du marquis, fait le mariage le moins prestigieux. Parmi les fils du marquis, l'aîné [Diego Hurtado de Mendoza] était duc *del Infantado*; le second [Inigo López de Mendoza] devient comte de Tendilla ; le troisième garçon [Pedro González de Mendoza] est le fameux “Gran cardenal de España” ; Mencía de Mendoza, la fille aînée épouse le comte de Haro (Fernández de Velasco); et María de Mendoza, la mère de notre Catalina de Ribera, épouse Per Afán de Ribera, un petit noble sévillan, comte de los Molares. Ce qui veut dire que les cousins germains de Catalina de Ribera sont tous des personnages de premier plan politique, *duc del Infantado*, comte de Tendilla, duc de Haro y de Frías, même les “lindos pecados del Cardenal” (comme Isabelle la Catholique avait coutume de nommer les deux fils du cardinal) sont des nobles titrés par la grâce de Ferdinand le Catholique²⁰. Mais le drame de Catalina de Ribera est qu'elle épouse Pedro Enríquez, *Adelantado mayor de la Frontera*, qui se trouve être veuf de sa sœur aînée, Beatriz. Concrètement, cela signifie que le seul titre prestigieux, celui d'*Adelantado de la Frontera* –et les rentes afférentes au titre–, iront aux enfants du premier nucléon formé par Pedro Enríquez et sa sœur Beatriz: en l'espèce, au fils aîné, Pedro Enríquez fils. Ses propres fils à elle, Fadrique et Fernando, se trouvent sans rien, sans même une maison où manifester leur digne “procedencia”, celle d'un lignage (découlant du marquis de Santillane) agressif dans ses démultiplications nobiliaires.

19 ARANDA BERNAL, A., “Una Mendoza en la Sevilla del siglo XV. El patrocinio artístico de Catalina de Ribera”, *Atrio. Revista de Historia del Arte*, 10-11 (2005), p. 7.

20 L'un fut nommé marquis de Cenete et l'autre, comte de Melito.

Si Catalina a épousé le veuf de sa sœur, ce fut essentiellement pour des raisons politiques, afin que l'*Adelantazgo* reste dans le clan des Mendoza, allié au Medina Sidonia.

Catalina est, par ailleurs, la plus mal lotie de ses propres sœurs: Beatriz, je l'ai dit, voit ses descendants titrés; Leonor a épousé Enrique de Guzmán, duc de Medina Sidonia ; or elle, elle ne possède aucun titre. Pire sans doute, jusqu'en 1483, elle vit avec son époux dans l'ancienne demeure de Per Afán qui doit revenir au fils que Pedro Enríquez a eu de Beatriz et donc, le nouveau couple doit se trouver une nouvelle "casa". C'est exactement à ce moment que se présente l'opportunité de l'achat des maisons de Pedro Ejecutor. On le conçoit aisément, il fallait que les nouvelles demeures soient splendides pour compenser l'éclat d'un titre qu'elle ne peut exhiber. Elle choisit –davantage par conjoncture sans doute que par choix véritable, car rien ne rattache cette famille à la paroisse de San Esteban– les maisons de Pedro Ejecutor, dont on imagine l'apparat à la lumière de la description donnée dans les actes: “unas casas con sus soberados y corrales y huerta y atahonas y agua de pie (une arrivée d'eau depuis les Caños de Carmona, ce qui était fort rare) con todas las cosas a ellas anejas y pertenecientes”²¹; au regard surtout de la personnalité dudit Pedro Ejecutor.

Nul ne semble connaître le patronyme de ce Pedro Ejecutor : il est toujours nommé par sa fonction –il était *ejecutor*, contrôleur de l'administration de Séville– et il me semble que, dans tous les cas, on se trompe sur son identité. Juan Gil²² comme Ana Aranda Bernal²³ affirment qu'il s'agit de Pedro López, jurat de la ville de Séville. En réalité, il s'agit de son beau-frère, ce que j'ai pu savoir par le biais des recensements sévillans que j'ai croisés avec la base de données inquisitoriale constituée il y a longtemps. Pedro López est le fils de Diego López, échevin de Séville, brûlé par l'Inquisition. Il a épousé Catalina López, la fille du *pagador* de Séville, Juan de Sevilla. Sa mère, sans aucun doute, est une fille de l'aristocratie sévillane, car son nom a toujours été tu dans les listes inquisitoriales. La sœur de Pedro López, Francisca de Herrera, a épousé “Pedro XX ejecutor”, qui est le fils du jurat Alonso Ferrández condamné au bûcher²⁴. Ce Pedro Ejecutor avait une sœur, Francisca Ferrández, laquelle avait épousé Juan Rodríguez de Padilla, “fidalgo y ella católica cristiana” (d'après une requête de celui-ci auprès du Conseil Royal pour récupérer des biens confisqués de sa femme à la suite de la condamnation de Diego López²⁵). Cette façon systématique de ne pas noter le patronyme de ce Pedro Ejecutor, non plus que celui de sa belle-mère (qui possédait, par ailleurs, une série de terres à Espartinas, Haznalcazar, Paterna, etc. qui vont, pareillement, tomber dans l'escarcelle de Catalina de Ribera et de la famille Saavedra) est, à n'en pas douter, un reste de déférence de l'Inquisition (c'est-à-dire de la monarchie, par le truchement de son personnel inquisitorial) envers cette famille déchue. Ce qui a induit à commettre des erreurs est le fait que Pedro López se soit battu pour conserver un domaine que possédait son père (Val de Chamorro²⁶) et, surtout, qu'il soit parvenu à obtenir, en 1510, un accord du fils de Catalina de Ribera, le fameux Fadrique Enríquez de Ribera²⁷ en raison de maisons confisquées à son

21 AGA, section *Ducado de Alcalá*, rollo 1218, fols. 281-327 (I) : “Compra de la casa de Pedro Secutor [sic] en la collación de San Esteban” [*asignatura antigua*, leg. 25, *pieza* 24].

22 GIL, J., *Los Conversos y la Inquisición sevillana*, Sevilla, 2001, t. I, p. 143.

23 ARANDA BERNAL, A., “El origen de la Casa de Pilatos. 1483-1505”, *Atrio. Revista de Historia del Arte*, 17 (2011), p. 136.

24 PEREZ, B., *Inquisition, Pouvoir, Société...*, *op. cit.*, p. 617. L'Index recense toutes les occurrences de la “Famille López”.

25 La requête est conservée dans le *Registro General del Sello*, des Archives de Simancas [Archivo General de Simancas, section *Registro General del Sello*, “diciembre de 1494”, fol. 392, “Juan de Padilla. De la Inquisición”].

26 Archivo Municipal de Sevilla, section XIX - *Fondo nobiliario*, document 10.

27 ARANDA BERNAL, A., “El origen de la Casa de Pilatos. 1483-1505”, *op. cit.*, note 6, p. 137.

père qu'avait acquises à bas prix Catalina de Ribera²⁸. Mais il s'agit là *d'autres* maisons, et non de celles de la paroisse de San Esteban. D'ailleurs, les documents de cette affaire se trouvent à Séville, dans les archives municipales, dans la section "Fondo nobiliario" (document 10) tandis que tous les documents de la vente des maisons de San Esteban –et de la vente, je vais y venir, de la superbe "heredad de Quintos"– se trouvent dans le fonds de l'Archivo General de Andalucía, dans la section *Ducado de Alcalá* ("Documentos andaluces del Archivo ducal de Medinaceli, Ducado de Alcalá").

2. Stratégie patiente de constitution d'un fief : la "heredad de Quintos" où la terre seigneuriale des marquis de Tarifa, duc d'Alcalá

J'ai passé beaucoup de temps sur l'acquisition de cette maison. Aussi vais-je résumer à grands traits la constitution du fief. Il est aisé de comprendre que pour se maintenir dans la hiérarchie andalouse, Catalina de Ribera doit constituer, pour ses fils, un fief ; en vérité, elle doit même en constituer deux. Au regard de la famille à laquelle elle appartient, Catalina de Ribera²⁹ participe intimement de cette frénésie de pouvoir qui confère un éclat à toutes les branches du lignage. Chez elle, cette soif d'acquisition est redoublée, en raison de la nécessité d'affirmer le prestige de son couple ; en raison de la volonté de ne pas voir ses fils moins bien dotés" que les enfants de sa sœur (leurs demi-frères). Dans la mesure où elle n'établit pas de majorat pour son fils aîné Fadrique, elle va mettre tout en œuvre pour léguer, aux deux enfants mâles, deux domaines équivalents: la "heredad de Quintos", à Fadrique; la heredad de Gómez Cárdenas", à Fernando. Son testament a été publié dans *Archivo Hispalense* en 1887³⁰, ce qui aide beaucoup à évaluer avec précision la plus-value des différentes acquisitions.

Catalina de Ribera acquiert cette superbe "heredad de Quintos" –qui devient le fief des marquis de Tarifa et duc d'Alcalá au XVI^e siècle– en trois temps. Elle achète, en premier lieu, en mai 1483, la propriété de Quintos ayant appartenu à Alemán Poca Sangre. En réalité, cette terre fut donnée à Pedro Enríquez par Ferdinand, en dédommagement de deux mille *castellanos de oro* (soit 970.000 maravédis) que Pedro Enríquez aurait déboursés "en poblar la villa de Cañete". Voici la description de la terre faite dans le document:

28 Il conviendrait de citer toutes les précautions oratoires prises par Luis de Mesa dans les dits contrats de vente afin de garantir la cession des maisons à Catalina de Ribera. Ces précautions visent à asseoir la légitimité de la vente aux enchères en dépit du faible prix payé par doña Catalina pour l'acquisition des biens.

Les ventes étant contrôlées, il ne devait pas y avoir d'autre acheteur lorsque la vente se faisait à si bas prix. Néanmoins, pour neutraliser les décrets d'Alphonse XI permettant d'invalidier une vente inférieure à la moitié du "juste prix" du bien durant les quatre années suivant la signature du contrat de vente, il fallait tout un appareil rhétorique bien affûté. Ces précautions juridiques habiles constituent la preuve que les Ribera étaient soutenus de toute la volonté de la monarchie pour s'implanter fortement dans la région.

Luis de Mesa, sur ordre des monarques, porte même par écrit une clause prévoyant le remboursement du débours à doña Catalina si d'aventure ses droits ne pouvaient être garantis par devant justice. Il est même prévu que les frais découlant des éventuelles chicanes de justice à venir soient à la charge de la Couronne. Toutes ces éventualités que l'on vise à parer dans l'acte ne sont pas, je pense, le signe d'une combativité *conversa* qui pourrait s'exprimer dans la revendication de ces biens, mais plutôt celui d'une *résistance* des oligarchies locales à l'implantation d'une famille étrangère (*forastera*), proche de Ferdinand et perçue comme un lignage intrus dans la ville (voir AGA, section *Ducado de Alcalá, rollo 1218, fols. 281-327 (I)*, "Compra de las casas de Pedro Secutor").

29 Toutes les acquisitions sont véritablement l'œuvre de Catalina de Ribera; la plupart des acquisitions procèdent, d'ailleurs, d'achats postérieurs au décès de son époux.

30 COLLANTES DE TERÁN, F., "Documentos curiosos. Testamento de la muy ilustre señora doña Catalina de Ribera, fundadora del Hospital de las Cinco Llagas, vulgo de la Sangre, de Sevilla", *Archivo Hispalense. Revista histórica, literaria y artística*, 3 (1887), pp. 51-66.

[...] 210 aranzadas de olivares casas y molinos de aceite y huertas y otros heredamientos y bienes que Alemán Poca Sangre [...] tenía en los lugares de Quintos y Alcalá de Guadaira [...] ³¹.

La description des maisons d’Alemán Poca Sangre octroyées avec la terre est tout aussi éloquente:

[...] las cuales dichas las casas con sus soberados y corrales y con dos molinos de aceite, molientes y corrientes, y con 27 tinajas vacías en los dichos molinos y un palomar y una bodega cerrada con ciertas tinajas y con su huerta y noria y con 40 colmenas y con otras 3 tinajas vacías y 2 tapones de madera que está todo dentro en las dichas casas [...] y junto con estas dichas casas otras 5 casas de cogederas [...] y junto con estas dichas 5 casas de cogederas, otra casa de cogedera [...] ³².

Il semble inutile d’insister: le cadeau était, dans tous les sens du terme, véritablement royal.

La description de ce domaine, en 1483, offre encore un élément essentiel pour comprendre ce long processus d’acquisition patiente, la description des voisins (qui figure les étapes futures de l’extension tentaculaire des Ribera Enríquez):

[...] olivares [...] que han por linderos de la una parte con olivares que fueron del jurado Pedro Ferrández Cansino y de la otra parte olivares de la recaudadora y los caminos del rey [...] ³³.

Ainsi, comme tout semble parfois réussir magnifiquement à certains dans leurs folles ambitions, Catalina de Ribera offre, trois mois plus tard, le prix de 800.000 maravédís pour acquérir la propriété de Pedro Ferrández Cansino jouxtant la sienne (constituée de plus de onze parcelles de terres toutes désignées dans le document ³⁴), et l’arrache finalement contre la somme d’un million de maravédís. En 1487, la *recaudadora*, (nommée ainsi car elle était l’épouse du *recaudador* Alonso Ferrández ³⁵) est condamnée par le tribunal, ses biens sont confisqués et alors que les enchères démarrent à 400.000 maravédís, Catalina de Ribera arrache les biens contre la somme de 480.000 maravédís ³⁶. En 1493, au moment où furent estimés les biens de Catalina de Ribera pour leur répartition entre les héritiers, cette même “heredad de Quintos de Cansino” (qui n’a plus, désormais, comme voisin que les terres du monastère de San Clemente et renenant à Fadrique Enríquez de Ribera) est estimée

31 AGA, section *Ducado de Alcalá*, rollo 1216, fols. 10-38, 1483, “Pedro Enríquez”, [*asignatura antigua*, leg. 24, *pieza* 5], “Merced que hizo el señor rey Fernando al señor Adelantado don Pedro Enríquez de la heredad de Quintos y Alcalá de Guadaira que fue de Alemán Poca Sangre”, fol. 3.

32 *Ibid.*, fol. 9

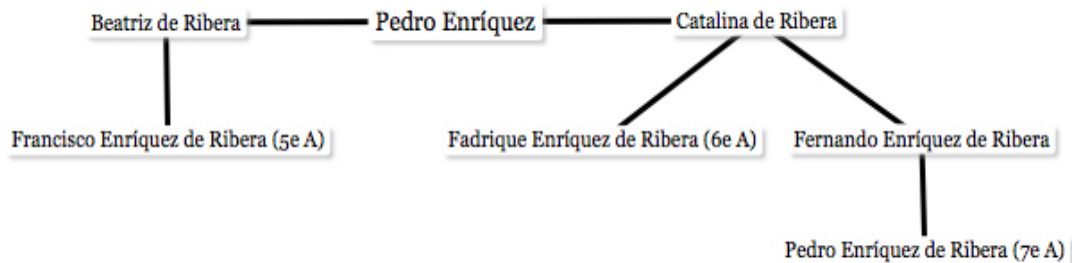
33 *Ibid.*

34 AGA, section *Ducado de Alcalá*, rollo 1216, fols. 62-166 (I), (II) et (III) [*asignatura antigua*, leg. 24, *pieza* 7], 1483, “Remate del heredamiento de Pedro Ferrández Cansino”.

35 Elle se nomme Isabelle González et, dans les listes inquisitoriales, apparaît son fils, Pedro de Almonte, venu s’habiliter [achetant une dispense de “cosas prohibidas”] devant le tribunal avec un patrimoine de 40.000 maravédís à peine.

36 AGA, section *Ducado de Alcalá*, rollo 1216, fols. 283-333 (I) et (II), “Luis de Mesa, Quintos. Juan Díaz de Alcocer, 1487. Remate de la heredad de Quintos que fue de la recaudadora en el adelantado don Pedro Enríquez y en doña Catalina de Ribera”.

4.150.000 maravédís³⁷. Le domaine aurait ainsi pris plus de quatre fois et demie sa valeur en moins de dix ans à peine: ce sont là des plus-values que l'on n'observe guère... Catalina de Ribera, par cette politique habile d'achats successifs, permet l'avènement, entre les Mendoza et les Ribera, d'une nouvelle branche sinon titrée pour l'heure, solidement ancrée dans la noblesse sévillane parce que solidement établie sur des bases économiques fortes et sur un véritable fief constitué d'un seul tenant.



La lignée de Pedro Enríquez et Beatriz s'éteint en 1509, car le 5^e *Adelantado mayor*, leur petit-fils, décède sans héritier. Le titre passe alors à Fadrique Enríquez de Ribera, le fils de Catalina de Ribera. Il devient titulaire de l'*Adelantazgo mayor* et se voit nommé –la magnificence de la propriété de Quintos aidant– I^{er} marquis de Tarifa, titre que lui concède, en 1514, Ferdinand le Catholique. C'est la vie tout entière de Catalina de Ribera qui se trouve ainsi couronnée de succès. Comme elle l'avait écrit dans son testament, “pues *nuestro Señor* le plugo de me dar que pueda mandar”³⁸ –et je crois qu'en l'espèce, il faut lui faire crédit d'avoir eu sur elle-même la plus grande lucidité, en particulier lorsqu'elle écrit “ya sabéis cómo he trabajado en todo lo que he podido por vos acrecentar esa hacienda que os queda”³⁹ –, c'est bien “el Señor”, au propre et au figuré (Dieu et Ferdinand le Catholique), qui lui a donné ce qui sustente son pouvoir, c'est-à-dire cette capacité de léguer, de fortifier sa lignée par des legs (les “mandas”) à valeur de prestige. Ainsi, la nature de ses dons et legs donne à ce testament toute sa puissance prospective : asseoir fortement une lignée prestigieuse pour le siècle à venir. Je livre la citation *in extenso*:

[...] les ruego por amor de nuestro señor os acordéis del buen linaje donde venís y sirváis a Dios y miréis por vuestras honras y os apartéis de vicios por que no perdáis vuestras honra y os apartéis de vicios no quiero dezirós más y con mucha paz se parta eso poquito que os dexo y como sabéis pudiera sacar el quinto de los veynte e cinco cuentos que os dexo en heredades. Mas atreviéndome a la misericordia de Dios yo no os lo quise tirar. Mas pues nuestro Señor le plugo de me dar que pueda mandar, avedlo por bien, mi voluntad es ésta que se dé a la señora doña Leonor de Acuña que la tengo por propia hija quinientas mil mvs que según el cargo que le tengo más que a vosotros se auía de dexar y esto sea de qualquier dinero que se me deue y sacado esto de todos los muebles ansi de ganados como azeytes y trigo y cosas de casa y dineros. Mando que haya don Hernando el quinto el qual dinero se ponga en las cuevas y se busque una heredad

37 LADERO QUESADA, M. A., “De Per Afán a Catalina de Ribera. Siglo y medio en la historia de un linaje sevillano (1371-1514)”, *En la España medieval*, 4 (1984), p. 477. L'auteur, s'il estime les biens en vertu du testament de Catalina de Ribera, avance que ceux-ci appartenaient à la famille sans doute depuis la fin du XIV^e siècle.

38 COLLANTES DE TERÁN, F., “Documentos curiosos. Testamento de la muy ilustre señora doña Catalina de Ribera...”, *op. cit.*, p. 61. Je souligne.

39 *Ibid.*, p. 60.

y gela compren por que el dinero no se gaste. Otrosi dense a don Hernando para su muger todas las cosas de oro que se hallaren en mis arcas, y camisas y seda porque a don Fadrique di para doña Elvira sin contárgelo, a don Hernando hágase lo mismo con él. Ruégoos, hijos míos, así Dios os dé su bendición, que seáis buenos hermanos pues sabéis que siempre os crié ygualmente por vos hacer que no tuviédes embidia y os quisiédes bien [...]⁴⁰.

Par le fief qu'elle constitue et les “heredades” qu'elle accumule pour mieux léguer, Catalina de Ribera assure l'éclat de son nom à la fin du XV^e siècle: “palacio donde morar”; “heredad donde holgar”.

Tous les documents que je possède de ces ventes, je les ai trouvés en raison d'un jeu de copies que sollicite, en 1517, le marquis de Tarifa, Fadrique Enríquez de Ribera, pour confirmer justement ses propriétés acquises par sa mère, en raison de contestations que l'on perçoit ici et là:

[...] estando en las casas de la morada del muy magnífico señor don Fadrique Enríquez de Ribera, marqués de Tarifa, adelantado mayor del Andalucía que son en esta ciudad en la collación de San Esteban, un tal honrado Alvar Pérez, alcalde ordinario [...] por la reina doña Juana y por el rey don Carlos, su hijo, nuestros señores en presencia de mí, Juan Núñez, escribano público, [...] pareció el dicho señor marqués y presentó ante el dicho alcalde una carta del rey don Fernando nuestro señor de gloriosa memoria escrita en papel y firmada de su real nombre [...].

Luego el dicho señor marqués dijo que a su derecho conviene de enviar a mostrar y presentar la dicha carta de su alteza original a algunas partes y lugares, y porque se teme y recela que enviándola a mostrar y presentar se le podría perder por hurto o por robo o por fuego o por agua o por otro caso fortuito [justement quelques attaques opportunes] que podría acaecer por donde su derecho podría perecer [preuve si l'en est que ses titres encore tout frais nécessitent sans cesse le secours de l'acte original pour continuer de fonder en légitimité son patrimoine] por ende [...] pedía y pidió al dicho alcalde que mande a mí el dicho escribano público que saque o faga sacar de la dicha carta original de su alteza un traslado o dos o más [...], y luego el dicho alcalde la vido y examinó y dijo que porque la veía sana y no rota ni cancelada en ninguna parte alguna della sospechosa porque de derecho no debiese valer antes careciente de todo vicio y suspición, que mandaba y mandó el dicho Juan Núñez escribano público saque y faga sacar un traslado [...]⁴¹.

Les documents sont une nouvelle fois copiés en 1737⁴², puis en 1791⁴³, à la demande de Luis Hernández de Córdoba Gonzaga y La Cerda Enríquez de Ribera, duc de Medinaceli et d'Alcalá, pour la confirmation de ses biens et de ses titres. Fadrique Enríquez de Ribera, 6^e adelantado, meurt sans descendance, et le titre passe alors directement à son neveu Pedro Enríquez de Ribera, qui devient 7^e adelantado et I^{er} duc d'Alcalá; II^e marquis de Tarifa ; V^e comte de los Molares; “Notario Mayor de Andalucía”; vice-roi de Catalogne entre 1554 et

40 *Ibid.*, p. 61.

41 AGA, section *Ducado de Alcalá*, rollo 1216, fols. 62-166 (I).

42 *Ibid.*, rollo 1216, fols. 62-166 (II).

43 *Ibid.*

1558 ; enfin, vice-roi de Naples entre 1559 et 1571, date de sa mort. Il est, entre autre, le père de Juan de Ribera, l'archevêque de Valence, conçu hors mariage avec Teresa Pinelo.

Il me reste juste à signaler encore une chose. À partir de la confirmation de tous ses titres, Fadrique Enríquez de Ribera se lance dans une entreprise de propagande artistique qui, en réalité, ajuste l'histoire familiale à celle des grandes dynasties. Il commande la sépulture de son père et de sa mère à Gênes, comme l'avait fait le cardinal Diego Hurtado de Mendoza, à Gênes justement, auprès de Domenico Fancelli (celui-là même qui avait réalisé les sépultures de l'infant Jean, de Jeanne la folle et de Philippe le beau, de Cisneros, etc.). Un même programme artistique, pour une même exaltation nobiliaire. Et s'il fallait encore gommer l'origine des "casas de San Esteban", le palais devient celui de Ponce Pilate, renvoyant, par un étrange jeu de références implicites, au voyage à Jérusalem de Fadrique; à la condamnation des juifs pour l'éternité en raison du crime originel, sans cesse glosée dans cette Espagne militante; enfin, à l'ancienneté christique de la maison seigneuriale.

Les biens confisqués, à un moment clé de la transformation sociale, permettent la promotion fulgurante et solide d'un lignage qui change véritablement la donne au XVI^e siècle. Dans les années 1480, c'est bien le soutien de Ferdinand le Catholique et la préférence sociale dans l'achat des propriétés confisquées qui permettent à Catalina de Ribera de ne pas être absorbée au sein de la clientèle des grandes noblesses locales. Bien au contraire, les Enríquez de Ribera émergent comme nouveau pôle nobiliaire pour une partie, désormais, à trois : duc de Cadix, duc de Medina Sidonia et duc d'Alcalá. Sans ces biens –qui constituent l'essentiel de son patrimoine colossal de plus de 25.000.000 de maravedis (grâce auquel elle fonde deux fiefs pour ses deux fils) –, les Enríquez de Ribera n'auraient été, dans la région, que des oligarques, plus ou moins puissants sans doute, mais dans tous les cas, sous la tutelle des ducs de Medina Sidonia.

Pareillement, cette intervention inquisitoriale remet "à leur place" certains lignages *conversos* qui décrochent définitivement: les Cansino; les Cisbón; les Ferrández; les Alemán Poca Sangre; Pedro López et sa famille; la famille Las Casas, etc., autant de patronymes que l'on retrouve en Amérique dans ce premier XVI^e siècle parce que, sans doute, le périple maritime et l'aventure folle des conquêtes américaines offrent une nouvelle voie de recouvrement nobiliaire par un déplacement géographique des opportunités. Mais c'est là un problème vaste, dont je n'ai analysé ailleurs qu'un cas, celui des Fuentes/Marmolejo, petits-fils de Ferrández Cansino qui, en Amérique, se battent pour une nouvelle terre, la "encomienda de Zinacantepec".